



Urgence tsunami et séisme de l'Océan Indien

*Rapport d'opération
Janvier-décembre 2005*

Demandes pour l'Appel éclair (révisé en mars 05)

Indonésie

59 800 000 dollars E.-U.

Somalie

1 500 000 dollars E.-U.

Sri Lanka

15 351 540 dollars E.-U.

Projets régionaux

200 000 dollars E.-U.

Total

76 851 540 dollars E.-U.

L'Appel éclair pour le tremblement de terre et le tsunami dans l'Océan Indien et sa révision à mi-parcours (révision) sont disponibles sur le site de Reliefweb (<http://www.reliefweb.int>). Le montant et les dates de versement des financements du projet sont mis à jour sur le site web pour refléter le plus exactement possible la situation sur le terrain.

Dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre et le désastre du tsunami du 26 décembre 2004, l'UNHCR a immédiatement mobilisé ses capacités pour fournir une aide d'urgence à l'Indonésie et au Sri Lanka. Bien que l'UNHCR ne soit pas normalement impliqué dans les catastrophes naturelles, l'étendue inégale de la catastrophe, le fait que l'UNHCR soit déjà présent sur le terrain et ait les capacités d'urgence pour répondre instantanément, et qu'en outre une partie de la population affectée relève de la compétence de l'agence, a conduit l'UNHCR à répondre favorablement aux demandes d'assistance de l'équipe pays des Nations Unies présente sur place. L'UNHCR a donc participé à titre exceptionnel à l'effort inter-agences visant à répondre à cette catastrophe naturelle.

L'Appel éclair du 6 janvier 2005 demandait 977 millions de dollars E.-U. pour assister quelque 5 millions de personnes affectées sur une période de 6 mois. Les besoins de l'UNHCR étaient chiffrés à 75,8 millions de dollars E.-U. pour ses activités en Indonésie, au Sri Lanka et en Somalie, dans le but de fournir des biens non alimentaires et des abris temporaires pour les familles et de permettre la reconstruction des maisons.

L'Appel éclair a été lancé 11 jours après le séisme dévastateur. Les évaluations menées pendant cette période n'étaient bien évidemment pas assez complètes pour permettre un tour d'horizon précis et global des besoins. Dans ce contexte en constante évolution, il est donc rapidement apparu qu'une révision de l'Appel serait nécessaire. Un rapport à mi-parcours a donc été réalisé le 6 avril avec un total révisé de financement nécessaire s'élevant à 1,1 milliard de dollars E.-U. et le calendrier d'activités prolongé jusqu'au 31 décembre 2005, les besoins de l'UNHCR demeurant au même niveau, soit 76,9 millions de dollars E.-U..

Certaines activités présentées dans l'Appel éclair, en particulier celles concernant la réhabilitation, sont en cours et devraient se poursuivre en 2006. Dans cette optique, l'Appel éclair a été étendu jusqu'au 30 juin 2006. L'UNHCR poursuivra son programme en 2006 avec les fonds actuellement disponibles, jusqu'à concurrence du montant déjà reçu dans le cadre de l'Appel éclair (voir la section Financements page 12).

INDONÉSIE

Phase d'urgence (décembre 04 – mars 05)

Les équipes et les ressources ont été rapidement mobilisées, avec l'envoi de la première mission d'évaluation depuis Djakarta, arrivée à Banda Aceh le 31 décembre, suivie par la mise en place d'une antenne de l'UNHCR le 2 janvier. Malgré le manque d'hélicoptères disponibles et l'encombrement de l'espace aérien, la première équipe d'urgence et d'experts techniques a été déployée à Banda Aceh dès le 5 janvier. L'UNHCR a établi des bureaux temporaires sur le terrain à Banda Aceh, Meulaboh, Calang et Lamno, ainsi qu'un centre logistique à Medan.

Au cours de la phase initiale, l'UNHCR a transporté par avion plus de 400 tonnes de matériels de secours et d'équipements de télécommunication depuis Copenhague, Frankfurt et Dubaï. Les premiers avions sont partis le 2 janvier, soit 7 jours après la catastrophe. Cette opération de logistique de grande importance a été achevée en 5 jours.

Des équipes mobiles ont été déployées pour faciliter et contrôler la distribution des secours dans des zones quasiment inaccessibles le long de la côte ouest. Une assistance ciblée a été fournie à quelque 100 000 personnes affectées, grâce à la fourniture d'abris d'urgence (des bâches et des tentes) et d'autres matériels de secours (des jerricans, des ustensiles de cuisine, des couvertures et des nattes pour dormir).

L'UNHCR a également travaillé avec le gouvernement et d'autres partenaires pour soutenir la recherche de solutions d'hébergement permanent. Cette collaboration a non seulement permis de réaliser des abris temporaires mieux adaptés aux besoins des familles mais aussi de

Légende de la photo de couverture:

La famille Burhan, dont la maison a été détruite par le tsunami dans les faubourgs de Meulaboh à Sumatra en Indonésie, a construit un hébergement temporaire sur les fondations de son ancienne maison grâce aux bâches fournies par l'UNHCR.

UNHCR/T.Pengilly

Distribution d'abris et de matériels d'urgence – NAD, janvier – mars 2005

	Banda Aceh	Lamno	Calang	Meulaboh	Partenaires ⁴	Total
Tentes ¹	1 416	2 900	2 075	3 978	5 915	16 284
Couvertures ²	12 850	17 925	12 000	13 555	39 920	96 250
Kits cuisine	1 300	5 572	2 088	2 672	6 764	18 396
Jerricans	3 325	2 980	5 810	5 399	2 486	20 000
Tapis de sol	3 850	13 425	5 500	10 190	17 035	50 000
Bâches	3 975	5 060	3 265	5 076	2 620	19 996
Rouleaux de bâche ³	90	46	95	63	66	360

Note: 1. Notamment 6287 tentes et kits d'hébergement fournis par le CICR, le PNUD, Johanner, B-Fast, Rotary et CRS

2. Notamment 800 couvertures fournies par le gouvernement de Norvège

Distribution d'abris et de secours d'urgence – île de Nias, Province Nord-Sumatra

Matériel	Quantité
Tentes	8 718
Couvertures	17 475
Kits de cuisine	6 629
Jerricans	5 825
Bâches en plastique	4 945
Tapis de sol	7 475
Lampes tempête	2 112
Réchauds	1 337

créer un programme respectant les besoins spécifiques des femmes et d'inscrire ce programme d'hébergement intégré dans la perspective du début imminent des activités de réhabilitation.

Le 25 mars, lorsque le gouvernement d'Indonésie a déclaré la fin de la phase d'urgence, l'UNHCR avait terminé son opération dans la province de Nanggroe Aceh Darussalam (NAD) et retiré son équipe de cette zone. Pendant la phase d'urgence, un total de 65 employés internationaux a été déployé en plus de l'équipe habituelle de l'UNHCR Indonésie.

Le tremblement de terre de Nias du 28 mars 2005

Trois jours seulement après le retrait de l'UNHCR de NAD, un tremblement de terre a de nouveau frappé l'île de Nias, sur la côte ouest au nord de Sumatra. L'UNHCR a immédiatement utilisé les stocks entreposés à Medan (qui devaient être mis à disposition de partenaires) et effectué une distribution dans l'île de Nias. Un soutien logistique a également été fourni à la Croix Rouge indonésienne.

La réaction de l'UNHCR au séisme du 28 mars a été étroitement coordonnée avec le gouvernement provincial du Nord-Sumatra. Le 4 avril, le gouverneur a officiellement demandé l'implication de l'UNHCR dans les activités humanitaires et de réhabilitation. L'UNHCR a sollicité l'aval du gouvernement central et du bureau du Ministre pour la coordination des affaires sociales pour fournir une assistance humanitaire. L'équipe pays des Nations Unies a également apporté son soutien à l'UNHCR dans ce cadre.

Après avoir reçu l'accord du gouvernement, l'UNHCR a transporté du matériel de secours stocké dans ses entrepôts d'urgence à l'étranger jusqu'à Medan, d'où étaient gérées les opérations pour Nias. La distribution a permis d'aider quelque 45 000 personnes sur l'île de Nias.

La phase de réhabilitation (depuis juin 2005)

L'UNHCR a achevé son travail dans la zone de NAD et a poursuivi ses opérations sur l'île de Nias (Province nord-Sumatra), sur la base d'un mémorandum d'accord avec le gouvernement d'Indonésie, qui définit le cadre du soutien apporté par l'UNHCR au gouvernement pour la réhabilitation et la reconstruction dans ces zones. L'accent a été mis sur un programme inter-agences centré sur les collectivités, incluant notamment la construction de maisons, de bâtiments municipaux et communautaires et d'infrastructures attenantes. Après une étude, et en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales, d'autres agences des Nations Unies, des partenaires n'appartenant pas aux Nations Unies, les communautés concernées et les bénéficiaires eux-mêmes, les efforts de réhabilitation et de reconstruction de l'UNHCR ont été prioritairement portés sur la côte ouest de NAD (dans les communautés de Krueng Sabee

EN BREF

Plus de 400 tonnes de matériels de secours transportées par avion en 5 jours.

Environ 100 000 personnes assistées dans la province d'Aceh.

Environ 45 000 personnes assistées sur l'île de Nias.

1 022 maisons en cours de construction à Krueng Sabee.

272 maisons en cours de construction à Calang.

Plus de 10 000 mètres cube de bois d'œuvre fournis sur l'île de Nias.

Début du travail sur les premières maisons du village de Bozihona sur Nias.



La présence de l'UNHCR dans la province de NAD et sur l'île de Nias

et Calang) ainsi que sur l'île de Nias.

Le programme d'abris de l'UNHCR repose sur le concept d'hébergement permanent, en tant que base du processus de réadaptation des familles et des communautés. Il porte principalement sur les éléments indispensables à la vie quotidienne et sur les bâtiments publics tels que les écoles, les lieux de culte, les centres de santé et d'autres infrastructures de soutien dans le cadre d'un partenariat inter-agences.

Cependant il est à noter qu'au cours de la période intermédiaire, l'UNHCR a également été sollicité par l'agence gouvernementale de réhabilitation et de reconstruction pour remplacer, à NAD, les tentes qui avaient été détériorées depuis la phase d'urgence. Travaillant en étroite collaboration avec l'équipe gouvernementale du Projet urbain de lutte contre la pauvreté et une ONG malaisienne, l'UNHCR a donc fourni 1 000 tentes et bâches en plastique à des familles de la capitale provinciale, Banda Aceh, et du district d'Aceh Besar.

En septembre, l'UNHCR a pu lancer la mise en œuvre d'un projet pilote à Krueng Sabee (district d'Aceh Jaya dans la zone de NAD) pour construire 1 022 unités d'habitation. Quatre salles publiques et deux maisons de réunion (dont une est utilisée comme

centre pour les femmes) sont d'ores et déjà terminées, et le lycée local a été réhabilité. Le travail se poursuit sur les deux premiers sites de construction pour un total de 400 habitations afin de faire face aux besoins des bénéficiaires les plus vulnérables.

Pour faire face aux problèmes identifiés lors d'une évaluation commune des besoins, l'UNHCR a été sollicité, en octobre dernier, par le coordinateur des Nations Unies pour la reconstruction, pour devenir l'agence responsable pour le sous-district de Krueng Sabee, en partenariat avec les autres agences. Dans le cadre du processus de reconstruction pour ce sous-district, l'UNHCR a mis en place un document cadre permettant une approche intégrée des programmes et a travaillé avec les autres agences pour le faire avancer. A Calang, un contrat a été établi pour 272 maisons, ce qui représente une partie de l'effort global consenti par plusieurs agences afin de construire quelque 2 400 habitations dans la zone.

A Nias, l'UNHCR a répondu à la demande des autorités en fournissant plus de 20 000 mètres cube de bois d'œuvre pour démarrer aussi vite que possible le processus de réhabilitation de l'habitat, qui sera réalisé en partenariat avec d'autres agences. Avec les ingénieurs délégués par Registered Engineers for Disaster Relief (RedR) Australie, une maison a été conçue pour Nias, qui assure un degré adéquat de résistance aux séismes tout en respectant la culture locale. L'UNHCR a mis à disposition de toutes les agences travaillant sur l'hébergement à Nias les plans de cette maison, ainsi que ses principales caractéristiques techniques, afin

qu'elles puissent être utilisées pour des maisons aux plans différents. L'UNHCR est également assisté par son partenaire sur le terrain, Association of Medical Doctors of Asia (AMDA), une ONG japonaise, dont la principale activité est de contrôler et de rendre compte de la distribution et de l'utilisation du bois d'œuvre fourni par l'UNHCR. AMDA a aussi pour tâche d'assurer la mobilisation, la formation et l'assistance des communautés des trois villages côtiers de Botohaenga, Tagaule et Bozihona pour la réhabilitation de leurs maisons. Des contrats commerciaux pour la fourniture de plus de 10 000 mètres cube de bois d'œuvre ont été conclus et une équipe de 4 personnes en charge du « contrôle de qualité » a été déployée sur les sites de bois d'œuvre à Kalimantan pour surveiller la production de bois. Un site de stockage pour le transit du bois a été construit sur le port de Gunung Sitoli, en prévision du premier chargement, prévu pour la fin décembre.

De plus, dans le cadre de la réaction coordonnée visant à améliorer la situation des communautés affectées sur Nias, l'UNHCR, en coopération avec les autorités indonésiennes (BRR), l'UNOCHA et la FICR, a fourni un total de 1 022 tentes de remplacement et de 5 275 couvertures à Gunung Sitoli, Lahewa, Bawolato, Mandrehe, Sirombu, Idano Gawo et Teluk Dalam.

En octobre, l'UNHCR a également fourni 250 tentes depuis ses stocks de Medan pour aider les victimes du raz de marée et des séismes à Aceh Tenggara (sud est d'Aceh).

Trois bureaux ont été établis sur le terrain, à Banda Aceh, Medan et Gunung Sitoli, pour coordonner avec efficacité les activités sur le terrain. Ils exercent un contrôle étroit sur la mise en œuvre des contrats, la qualité de l'approvisionnement et les activités logistiques. Leur fonctionnement est placé sous la supervision générale de la représentation régionale à Jakarta et selon les règles établies par celle-ci. L'UNHCR dispose actuellement d'une équipe de 50 personnes impliquées dans ces activités opérationnelles, qui travaillent en étroite collaboration avec les agences gouvernementales concernées et avec le soutien des professionnels déployés par RedR Australia.

Parmi les éléments les plus importants des projets établis par l'UNHCR sur le court terme, figurent :

- L'achèvement de 400 des 1 300 maisons de la région de Krueng Sabee/calang dans la zone de NAD ;
- Le début du travail de réhabilitation dans les villages côtiers de Nias ;
- La fourniture de plus de 10 000 mètres cube de bois d'œuvre à Nias ;
- La poursuite de la distribution de matériel humanitaire pour les communautés dans le besoin ;
- La finalisation du plan relatif au logement locatif à Banda Aceh.

La phase de réhabilitation, entreprise dans le cadre des opérations de l'UNHCR dans la zone de NAD et de Nias, se poursuivra en 2006.

Distribution de matériels de secours – NAD, juin – novembre 2005

Matériel	Banda Aceh Calang	KutaCane*	Posko Sumatra**	Total
Tentes	1 000	250	540	1 792
Couvertures	-	1 050	1 100	2 150
Kits de cuisine	-	-	540	540
Jerricans	-	1 050	540	1 590
Bâches plastiques	1 000	400	540	950
Tapis de sol	-	1 600	1 100	2 700
Lampes tempête	-	408	552	960
Cuisinières	-	-	540	540

* En octobre, l'UNHCR a fourni aux victimes du raz de marée et des séismes à Aceh Tenggara (sud-est d'Aceh) des secours non alimentaires depuis ses stocks de Medan.

** Un stock permanent a été créé à la demande du gouvernement provincial.

SOMALIE

Les secours d'urgence

Les destructions engendrées par le tsunami ayant particulièrement affectées les communautés de pêcheurs, l'équipe pays des Nations Unies a rapidement lancé une mobilisation d'urgence, en établissant un partage clair des responsabilités entre les agences. L'UNHCR, conjointement avec UN-HABITAT, a pris en charge la coordination du secteur de l'hébergement et a fourni des colis de biens non alimentaires pour répondre aux besoins les plus urgents des personnes affectées. Sur des navires affrétés par le PAM, le matériel de secours est arrivé par bateau depuis Mombasa, au Kenya, jusqu'à Bossasso, dans le nord-est de la Somalie, et a été distribué par des ONG locales. Les principaux bénéficiaires étaient des pêcheurs et leurs familles ainsi que des travailleurs saisonniers des villages côtiers situés entre Hafun et Garaad (une bande de quelque 650 kilomètres). Quelques communautés du centre de Shabelle, dans le sud de la Somalie, ont également pu être assistées. Par ailleurs, l'aide a été étendue à plusieurs camps de déplacés internes localisés plus à l'intérieur des terres et où s'étaient regroupées des victimes déplacées par le tsunami et d'autres personnes vulnérables.

Distribution de secours – Somalie

Matériel	Total distribué
Couvertures	45 000
Bâches en plastique	15 525
Kits de cuisine	18 000
Nattes	34 600
Jerricans	19 000

L'assistance d'urgence dans des secteurs tels que la nourriture, la santé, l'approvisionnement en eau, l'hébergement et les articles ménagers a largement permis de faire face aux besoins qui avaient été identifiés durant les trois premiers mois. L'UNHCR a continué de répondre aux besoins qui demeuraient en articles ménagers et a commandé des stocks supplémentaires. Malheureusement, le dernier envoi n'est arrivé qu'à la fin novembre, les affrètements des bateaux du PAM ayant été interrompus pendant plusieurs mois en raison d'actes de piraterie en haute mer au large des côtes de la Somalie. Tous les secours ont maintenant été distribués aux communautés affectées.

Programme de réintégration et de développement

Suite à une mission conjointe avec les autorités du Puntland en avril, l'équipe pays des Nations Unies (UNCT) a mis en place un Programme de réintégration intégrée et de développement. Ce programme prévoit un passage progressif de la phase de secours humanitaire à la reconstruction/réhabilitation et, si possible, au développement. Le programme s'appuie sur une approche multisectorielle intégrée, selon laquelle les agences mettent en commun leurs ressources pour maximiser les bénéfices et réduire les coûts. Dans le cadre du programme de travail contre nourriture et argent, les activités principales incluront notamment : la restauration des équipements de pêche et le soutien aux associations de pêcheurs ; la construction et la réhabilitation d'écoles primaires, de centres de santé, d'hébergements, de points d'eau et d'équipements sanitaires ; la construction de bâtiments municipaux, des formations pour les femmes et des financements pour des activités génératrices de revenus de petite échelle, ainsi que la réhabilitation des routes d'approvisionnement essentielles reliant Hafun, Bender Beyla, Eyl et Garaad.

Bien que beaucoup d'interventions en soient seulement au stade initial, leur impact combiné à la saison de pêche d'octobre a commencé à être ressenti par les populations concernées. L'équipe pays des Nations Unies prépare un appel de fonds distinct pour couvrir la seconde partie de la phase de reconstruction de fin 2005 à 2007, ce qui permettrait d'achever toutes les activités programmées, de redémarrer l'industrie de la pêche et de désenclaver le Puntland intérieur par la reconstruction d'infrastructures. Ce dernier élément est perçu comme un facteur potentiellement essentiel pour résoudre la question du déplacement de populations dans la région, tout comme une économie améliorée permettrait d'attirer certaines personnes déplacées des centres urbains vers les zones côtières.

L'UNHCR a contribué à ce programme à travers la réhabilitation des infrastructures publiques, notamment par :

EN BREF

Environ 40 000 personnes assistées dans le cadre de la distribution de secours.

Les zones principales d'intervention sont Hafun, Bender Beyla, Eyl et Garaad, le long de la côte nord-est.

- L'établissement d'un centre de ressources pour les femmes et d'un marché à **Hafun** : Hafun est la ville qui a subi les plus importants dommages causés par le tsunami, avec presque l'ensemble de ses 800 bâtiments de front de mer endommagés au point d'en être devenus irréparables. En plus d'améliorer les infrastructures communales, les projets augmenteront les activités génératrices de revenus pour les habitants d'Hafun et de ses villages alentour et les aideront à retrouver une plus grande autonomie économique. Ces projets sont en cours ; ils ont commencé tard dans l'année après une révision complète du plan d'occupation urbaine permettant de déplacer la ville à 500 mètres du front de mer.

- L'amélioration de la situation sanitaire grâce à la construction de décharges d'ordures et de latrines à **Bender Beyla** : ce projet, qui est achevé, a permis de répondre aux besoins les plus urgents de la population affectée par le tsunami dans une ville partiellement détruite.

- La réhabilitation et l'extension d'une école secondaire pour créer un centre de formation aux métiers de la mer à **Eyl** (un projet conjoint avec le PNUD et la FAO) : ce projet actuellement en cours a pour but de réhabiliter la seule école secondaire de la région côtière. Une fois cette rénovation terminée et avec le soutien de la FAO, un centre de formation aux métiers de la mer sera installé dans l'école pour accroître la capacité de l'industrie de la pêche au Puntland.



L'UNHCR, par l'intermédiaire d'une ONG somalienne, a construit un centre de ressources pour les femmes, où elles peuvent se rencontrer, discuter de leurs problèmes et recevoir des conseils. UNHCR/2005

- La réhabilitation d'un marché et la construction d'un centre de ressources pour les femmes à **Garaad** : les projets fourniront aux femmes de Garaad et des zones avoisinantes la possibilité d'avoir des activités génératrices de revenus. Il est à espérer que, dans le futur, le centre agira comme un catalyseur pour que les femmes assument de plus grandes responsabilités dans leurs vies sociale, politique et économique. Il aidera à promouvoir l'accès et le contrôle des femmes sur les mécanismes décisionnels et les ressources. Il a été conçu en coopération avec le Ministère du développement des femmes et des affaires familiales.

- L'amélioration des routes d'accès à **Jeriban** : ce projet co-financé avec le Groupe de réponse humanitaire des Nations Unies et mis en œuvre par le Bureau international du Travail, soutiendra à moyen et à long-terme les efforts de reconstruction dans cette zone.

Le programme de l'UNHCR pour la population affectée par le tsunami en Somalie a été achevé fin 2005.

SRI LANKA

Interventions en matière de protection

Dans les semaines suivant le tsunami, l'UNHCR a aidé le gouvernement à établir une liste exhaustive des personnes déplacées, disparues, blessées ou présumées mortes. Cette enquête a été réalisée par le bureau du recensement, sur la base du recensement de 2001. Une procédure de réclamation a également été mise en place via les structures gouvernementales locales pour assurer une couverture complète. L'étude a été terminée en mars 2005 et est remise régulièrement à jour depuis. A ce jour, elle demeure la liste administrative la plus fiable et complète pour les personnes affectées par le tsunami. Cette liste a servi de base à la réponse du gouvernement et de la communauté humanitaire.

EN BREF

Soutien au gouvernement pour enregistrer toutes les personnes affectées par le tsunami.

12 000 personnes assistées pour remplacer les documents perdus tels que les cartes d'identité ou les certificats de naissance.

Conseils juridiques fournis à plus de 12 000 personnes et/ou représentation devant les tribunaux.

En tant qu'agence en charge de l'hébergement au niveau national, assistance au gouvernement pour la coordination du secteur de l'hébergement temporaire, qui a fourni un hébergement à environ 250 000 personnes (soit 55 000 familles) à ce jour.

Aide au gouvernement dans la mise en place d'une politique nationale pour le secteur de l'hébergement et soutien technique aux agences d'hébergement.

Fourniture directe d'un hébergement temporaire à 20 000 personnes (soit 4 440 familles).

Amélioration de 90 hébergements fournis par une autre organisation et aide pour l'amélioration de quelque 1 000 hébergements par la fourniture de matériel.

L'UNHCR s'est aussi engagé à aider les bénéficiaires à remplacer ou à récupérer leurs documents administratifs perdus tels que cartes d'identité, extraits de naissance ou de décès et certificats de mariage. Avec l'aide du gouvernement et d'autres agences, l'UNHCR a dirigé plus de 50 centres d'aide juridique dans l'ensemble des districts affectés. Le remplacement des documents administratifs perdus était d'une importance vitale dans les phases initiales de l'urgence, pour permettre aux gens d'accomplir des tâches habituelles, telles que d'accéder à leurs comptes bancaires, de recevoir de l'assistance ou de réclamer une compensation.

Grâce aux centres d'aide juridique, une assistance gratuite pour remplir les formulaires et d'autres formes d'aide juridique a été fournie sur place par la Commission des droits de l'homme et la Commission d'aide juridique. Suite à cette initiative, l'UNHCR a aidé le département gouvernemental compétent à équiper les bureaux des districts dans les zones les plus touchées de la côte est, afin que les officiers locaux puissent assister les bénéficiaires à court et à long termes, assurant ainsi la pérennité du système. Les efforts combinés de l'UNHCR et d'autres agences ont permis à plus de 120 000 personnes de recevoir de nouveaux documents ou des copies certifiées de leurs anciens documents.

Pour aider les personnes déplacées à accéder à la justice, l'UNHCR, financé par le Norwegian Refugee Council (NRC), a établi 6 centres d'aide juridique à Ampara, Batticaloa, Puttalam, Trincomalee, Jaffna et Vavuniya. Ces centres d'aide juridique emploient à temps plein des avocats qui, non seulement reçoivent des clients au bureau, mais se rendent également auprès des personnes déplacées. Une aide et des conseils juridiques gratuits ont ainsi été fournis à 12 000 personnes, dont 2 000 ont été représentées devant un tribunal. Les centres d'aide juridique ont traité des cas de discrimination, de litige foncier, d'abus sur des enfants, de violences domestiques ainsi que d'autres formes de violences à l'encontre des femmes.

A Killinochchi et Mullativu, le Danish Refugee Council, agissant au nom de l'UNHCR, a travaillé sur la résolution de problèmes de documents administratifs et d'autres sujets ayant trait au juridique. En plus de ses activités juridiques habituelles, l'UNHCR a coopéré avec le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles pour mettre en place des structures permettant d'assister les victimes du tsunami, en traitant ces affaires hors du système judiciaire déjà surchargé. Dans ce cadre, une nouvelle loi a été adoptée en mai 2005, grâce à laquelle des commissions spéciales de médiation ont pu être mises en place dans les districts affectés par le tsunami. Ces commissions de médiation aideront les survivants à résoudre leurs problèmes juridiques, leur évitant ainsi d'avoir à engager une procédure qui peut être longue et coûteuse.

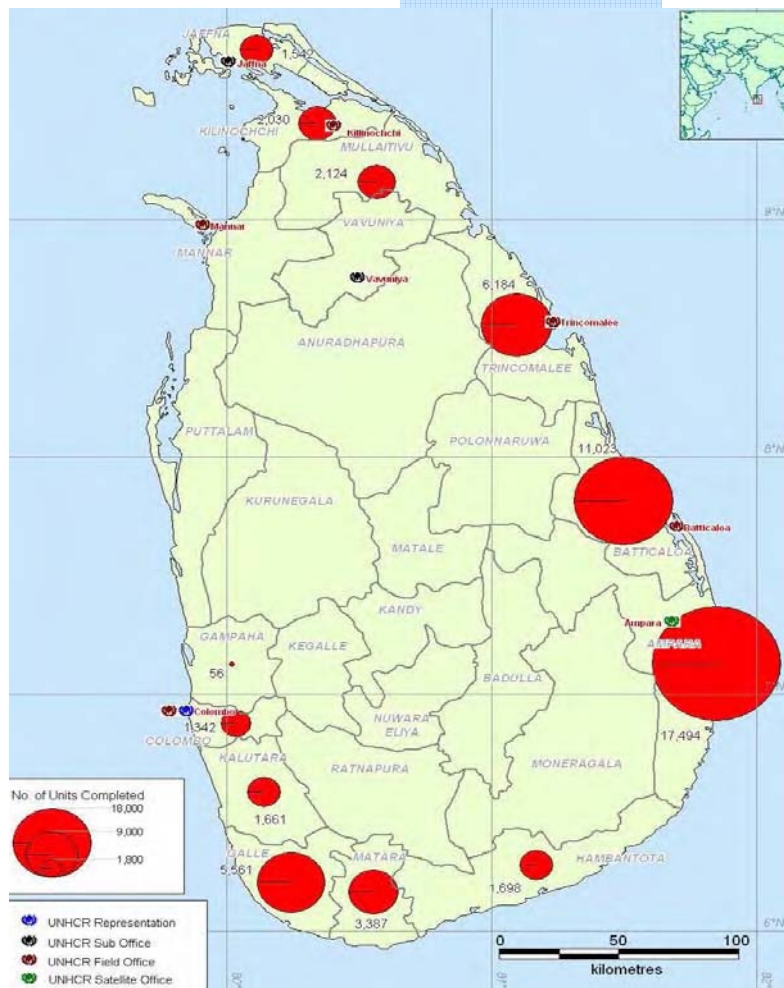
Immédiatement après le tsunami, l'UNICEF et l'UNHCR ont créé des tracts d'information portant sur les violences sexuelles et les violences à l'encontre des femmes, qui ont été largement distribués aux communautés affectées par le tsunami. De plus, une campagne d'information de l'UNHCR auprès des médias de toute l'île a fourni des informations aux victimes de violences sexuelles et de violences à l'encontre des femmes pour qu'elles puissent trouver des conseillers psychosociaux et des conseils grâce à un service d'appels téléphoniques géré par une ONG locale. Le personnel sur le terrain a également évalué la fréquence des violences sexuelles et des violences à l'encontre des femmes dans les sites d'hébergement provisoire, bien qu'un contrôle systématique de tous les sites n'ait pas été possible en raison de contraintes de personnel. Vers la fin 2005, l'UNHCR a mis à profit les leçons apprises afin d'établir, pour 2006, une approche nationale cohérente. Les principaux domaines concernés seront l'introduction de procédures d'opération standardisées et des interventions de programme ciblées. L'accent sera également mis sur la création de relations durables et de réseaux de contacts avec les autorités locales et nationales.

Dans le mois qui a suivi le tsunami, l'UNHCR et l'UNICEF ont mené une enquête d'évaluation rapide, qui a mis en évidence les perceptions, les préférences et les souhaits d'un petit échantillon de survivants du tsunami. Cette étude qualitative a été menée dans les districts d'Ampara, Galle et Jaffna, auprès des personnes déplacées dans différents endroits parmi lesquels des camps, des temples et des sites d'hébergement provisoire. Pour beaucoup de déplacés internes, ce fut la première occasion de faire entendre leur voix. Suite à cette initiative, plusieurs autres agences ont entrepris des audiences publiques sur les problèmes ren-

contrés par les populations, notamment concernant la fourniture de l'aide et des problèmes politiques tels que les « zones déclarées inconstructibles » le long de la côte, qui ont une incidence sur le droit au retour de toutes les communautés concernées.

En avril, l'UNHCR a publié un avant-projet sur le logement, la terre et les droits de propriété, offrant plusieurs options pour résoudre les questions non résolues liées à la terre et à la propriété, à la fois pour les personnes déplacées internes en raison du tsunami et celles déplacées en raison du conflit. Suite à cette initiative, deux organisations locales de la société civile ont été chargées d'identifier les problèmes spécifiques sur le terrain et de mettre en place des consultations au plus près des populations. En novembre, les expériences ont été partagées lors d'un atelier national. L'un des résultats concrets de cette rencontre a été la mise en place d'un groupe de travail composé de personnes de la société civile et du gouvernement pour simplifier les procédures existantes qui traitent des problèmes fonciers au Sri Lanka. L'UNHCR a également financé le centre des droits d'habitation et contre les évictions, ce qui a permis de mettre en place, en décembre 2005, une formation destinée aux personnels de l'UNHCR et des partenaires sur le terrain qui travaillent sur ces problèmes.

L'UNHCR poursuit son plaidoyer en faveur d'un traitement équitable de toutes les personnes déplacées, quelle que soit la cause de leur déplacement. En accord avec les Principes directeurs sur le déplacement interne, l'UNHCR a aussi organisé une formation pour les représentants du gouvernement et du LTTE sur ce sujet. L'UNHCR a également été à l'initiative d'un document sur l'équité, qui avait été préalablement préparé par le groupe de travail sur les déplacés au Sri Lanka (réunissant toutes les agences des Nations Unies et les principales ONG). Ce document a permis de mettre en évidence le fait que les besoins des personnes déplacées par le conflit avaient été totalement éclipsés par la réaction post-tsunami. Cela a aidé les ONG et les autres agences à informer les pays donateurs et leurs publics sur la nécessité d'une approche prenant en compte le conflit et recentrant l'attention sur les besoins de l'ensemble des personnes déplacées à l'intérieur du Sri Lanka.



Construction d'hébergements de transition. Etat des lieux au 14 novembre 2005

Hébergement temporaire

Dans un premier temps, les familles déplacées ont été hébergées dans des *aménagements d'urgence* tels que des tentes, des bâtiments publics, et des institutions religieuses ou ont trouvé refuge chez des amis ou des parents. Comme ce type d'aménagement d'urgence ne pouvait être qu'une solution temporaire et que la reconstruction de près de 103 000 maisons risquait de prendre des années, des *hébergements temporaires* sont devenus indispensables pour assurer la transition entre l'aménagement d'urgence et l'*habitat permanent*.

Immédiatement après le tsunami, et à la demande du gouvernement, l'UNHCR a pris en charge la responsabilité du secteur de l'hébergement temporaire. L'une des premières tâches, achevée trois semaines seulement après le tsunami, a été d'aider le gouvernement et les humanitaires à élaborer une stratégie d'hébergement temporaire. Cette stratégie dresse la liste des priorités, détaille les différentes options et met en place des standards d'hébergement temporaire. Les hébergements temporaires doivent assurer un accès à l'eau et aux équipes-

Pour suivre ces opérations au jour le jour et avoir accès à plus de photos et de cartes, veuillez consulter le site de l'UNHCR à Colombo : <http://www.unhcr.lk>



Cette famille a survécu au tsunami mais a perdu sa maison, son bateau et ses filets. Ils vivent maintenant dans le camp de déplacés de Manal-kadu, dans le district de Jaffna. UNHCR/H.J Davies/juin 2005

ments sanitaires et recevoir l'électricité ou tout autre dispositif prévu par le gouvernement. Tous les bénéficiaires doivent avoir accès à des installations leur permettant de cuisiner, d'avoir accès aux soins médicaux, à l'éducation, aux marchés, etc. Dans ce cadre, l'UNHCR a aidé le gouvernement à élaborer et à faire connaître des éléments de clarification précisant les politiques et les circulaires en vigueur, assurant ainsi un meilleur respect des standards et une plus large diffusion des lignes directrices.

Par la suite, l'UNHCR a aidé le gouvernement, dans le cadre du projet d'hébergement temporaire (TAP), à coordonner ce secteur dans lequel interviennent plus de 100 agences (des ONG internationales et nationales, des groupes privés, des gouvernements et des associations). Cette tâche de coordination a été mise en œuvre en recourant au concept de correspondant principal (*focal point*): dans chaque district, l'UNHCR et une agence de référence ont ainsi été désignés pour assumer ce travail de coordination et de suivi au sein des structures locales de coordination. Dans certains districts, plusieurs agences ont été désignées pour partager cette responsabilité par secteur, ceci afin de renforcer utilement le système en place. Bien que la plupart des agences aient respecté ces lignes directrices, les mécanismes de coordination et de contrôle au niveau du district ont permis d'identifier des hébergements de qualité inférieure aux standards établis, notamment ceux construits juste après le tsunami. L'UNHCR et d'autres acteurs ont ainsi pu entreprendre une remise à niveau et s'assurer que les sites d'hébergement temporaire avaient été maintenus et entretenus pendant toute l'année.

L'objectif initial était de 10 000 abris pour le 15 avril et de 30 000 à la fin du mois de mai. Ces deux objectifs ont été atteints, mais il est vite devenu évident que le nombre total d'hébergements nécessaires était plus près de 60 000, ce qui couvrirait les besoins d'environ 50% des 500 000 personnes déplacées (les autres vivant chez des amis et parents ou étant retournées sur leur ancien lieu d'habitation pour le réparer). A la mi-novembre, 54 102 unités avaient été réalisées et 1948 étaient toujours en cours.

L'objectif actuel est d'améliorer les hébergements de qualité inférieure ou ceux privés d'accès à l'eau, aux sanitaires ou aux infrastructures de base. Il faut s'assurer sans tarder que tous les hébergements ont une structure saine et étanche, pour les rendre habitables pendant la mousson. A la mi-novembre, l'amélioration de la majorité des abris était en cours ou achevée. Cependant, certains hébergements fournis par des particuliers ou par de petites organisations sont difficiles à recenser car ils sont dispersés sur l'ensemble de la zone affectée et ont souvent été construits sans ou avec peu de coordination.

Un système durable d'entretien est en train d'être développé par le gouvernement et divers acteurs humanitaires clés. L'UNHCR a largement contribué à la phase stratégique et technique initiale. Les activités d'entretien devraient être prises en charge par les structures gouvernementales habituelles. Pour s'assurer que l'avis des bénéficiaires est pris en compte, le gouvernement a mis en place des comités d'assistance sociale dans les sites d'hébergement temporaire et désigné des responsables pour les camps de plus de 100 familles. Ces responsables ont été formés par le NRC sur divers problèmes, tels que la gestion des camps, la communication, le traitement des déchets, les problèmes de protection et la coordination.

Le 14 novembre, l'UNHCR a remis au gouvernement la responsabilité de la coordination, alors que 92% de des hébergements temporaires étaient déjà terminés, et que le reste le serait dans les semaines à venir.

En plus de son rôle de coordination, l'UNHCR s'est directement impliqué dans la construction de 4 400 hébergements : 1 136 dans le district de Jaffna et 2 442 dans le district d'Ampara. 3 800 de ces hébergements ont été réalisés avant la fin de l'année. Ces hébergements ont été construits en suivant les standards développés par l'UNHCR et le gouvernement et ont été conçus en étroite coopération avec les bénéficiaires. Le modèle Ampara consiste en un cadre de fer galvanisé, alors que le modèle Jaffna utilise des poutres en béton. Les deux modèles ont une dalle au sol cimentée, la moitié des murs étant faits de blocs de ciments surmontés de panneaux de contre-plaqué. Ces hébergements varient d'un endroit à un autre et sont adaptés à la culture et à la religion de chaque lieu.

Par ailleurs, l'UNHCR a amélioré l'hébergement temporaire qui avait été construit par une autre organisation pour 90 familles du district de Trincomalee et a aidé à améliorer plus de

Distribution d'articles d'hébergement et de secours d'urgence – Sri Lanka

Matériel	Nord	Est	Sud	Colombo ¹	Total
Bâches plastiques	13 489	11 777	4 194	5 500	42 960
Rouleaux de nylon	5 820	7 684	1 320	2 250	17 074
Tentes	574	711	176	323	1 784
Tapis de sol	10 851	28 650	4 175	7 500	51 176
Moustiquaires	4 155	17 787	-	-	21 942
Nattes	-	2 855	-	-	2 855
Lampes tempête	3	1 844	-	-	1 847
Assiettes en plastique	12 876	33 474	9 500	10 000	65 850
Tasses en plastique	12 677	20 893	5 100	10 000	48 670
Casseroles	2 839	18 203	-	-	21 042
Kits de cuisine	170	5 139	152	185	5 646
Garde-manger	190	546	-	-	736
Bouteilles d'eau	9 378	30 944	154	230	40 706
Seaux	7 487	15 737	152	-	23 376
Réservoirs d'eau	51	-	26	10	87
Serviettes	8 068	20 873	3 956	5 000	37 897
Savon à lessive	9 326	37 771	912	1 000	49 009
Savon de toilette	6 355	30 868	912	1 000	39 135
Bassines en plastique	3 500	5 978	-	-	9 478
Kit d'hygiène	500	1 812	-	1 000	3 312
Serviettes hygiéniques	2	4 100	-	-	4 102
Sari	2 145	2 899	1 750	5 150	11 944
Sarong	2 543	4 165	1 750	5 000	13 458
T-shirts	1 955	965	3 500	3 653	10 073
Outils	21 059	18 816	130	-	40 005
Couvertures	-	822	-	-	822
Pantoufles	-	214	-	-	214

Note: 1. En provenance des entrepôts de Colombo pour les ONG locales pour une future distribution
2. Utilisés pour dégager les buissons, les fourrés, etc.

* division géographique :

Nord : Jaffna, Killinochchi, Mullaitivu ; Est : Vavuniya, Trincomalee, Batticaloa, Ampara ; Sud : Matara, Hambantota, Galle

1 000 hébergements de transition dans le district d'Ampara en fournissant des tôles ondulées pour les toits.

Articles ménagers

Immédiatement après le tsunami, l'UNHCR a distribué ses stocks restants d'articles ménagers, notamment des bâches en plastique, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, des tapis de sol, des lampes tempête, etc. Dans beaucoup de cas, ces articles ont été la toute première protection des victimes contre les éléments et ont servi à construire des abris d'urgence. Avec l'arrivée de nouveaux stocks dans le pays, cinq tentes supplémentaires ont été installées pour servir d'entrepôts à travers tout le pays. Par ailleurs, des employés de bureau et des magasiniers ont été formés. Une distribution de tentes a aussi été effectuée, encadrée par une procédure de vérification mise en place par les autorités gouvernementales, et des articles ménagers supplémentaires alloués aux personnes dans le besoin. En plus de cette distribution générale, l'UNHCR a également aidé certains groupes ayant des besoins spécifiques, tels que des veuves musulmanes, qui avaient été exclues de tout autre mécanisme de distribution en raison de pratiques culturelles telles que la période de deuil de 40 jours.

DEPENSES

Dépenses estimées pour 2005 (inclus les 7% de dépenses d'ap-pui)

Indonésie
19,5 millions de dollars E.-U.

Somalie
1,5 millions de dollars E.-U.

Sri Lanka
10 millions de dollars E.-U.

Projet régional
100 000 de dollars E.-U.

A la fin de décembre 2005, un montant total estimé à 31 millions de dollars E.-U. aura été dépensé pour assister les populations affectées par le tsunami en Indonésie, en Somalie et au Sri Lanka. Il s'agit là d'une estimation ; les chiffres définitifs ne seront disponibles qu'après la clôture des comptes, prévue pour la fin de février 2006.

Le taux de dépense demeure faible pour le programme en Indonésie pour plusieurs raisons. Après son retour dans la zone de NAD, l'UNHCR a entrepris une évaluation complète des sites pouvant être utilisés pour ses projets, tout en travaillant en étroite collaboration avec les autorités pour planifier son programme d'assistance. Le projet pilote a démarré en septembre, mais a été interrompu en octobre pendant la période du Ramadan. Le travail bat son plein actuellement et des progrès notables ont été enregistrés depuis la mi-novembre : les dépenses augmentent rapidement en raison des achats effectués et des contrats conclus. Cependant, le transfert juridique des titres de propriétés aux bénéficiaires prend du temps. Il faut aussi s'assurer de la participation des communautés et régler les problèmes techniques de construction résultant de l'érosion du sol causée par le tsunami.

Les dépenses effectuées dans le cadre du projet régional correspondent aux allocations financières utilisées pour soutenir l'effort d'urgence mis en œuvre par le gouvernement des Maldives et le gouvernement local de l'Union territoriale de Pondichéry en Inde.

FINANCEMENTS

L'UNHCR a reçu un soutien massif et rapide des donateurs en réponse à son Appel éclair. Les sommes ont atteint 34 millions de dollars E.-U. dès la fin du premier mois, représentant 45% du budget. En l'espace de trois mois, les fonds ont atteint presque 70% du total demandé.

Au 20 décembre, un total de 59,3 millions de dollars E.-U. avait été mis à la disposition du programme de secours de l'UNHCR post-tsunami. De ce montant, 30 millions ont été utilisés en Indonésie, 900 000 dollars E.-U. en Somalie et 15,2 millions au Sri Lanka. Par ailleurs,

L'UNHCR a reçu plus de 13 millions de dollars E.-U. de contributions non affectées, c'est-à-dire non allouées à une activité ou à un pays spécifique. Comme la quasi-totalité des fonds demandés pour le Sri Lanka a été obtenue, ces contributions non affectées seront utilisées pour couvrir les besoins de projets en Indonésie et en Somalie et des projets régionaux. Le détail des contributions financières par donateur se trouve dans la liste page 14.

L'UNHCR continuera son programme tsunami en 2006, avec l'argent restant des fonds disponibles, et ne demandera pas de fonds supplémentaires pour ce programme. Les activités et les budgets sont maintenant évalués à un total de 59,3 millions de dollars E.-U. pour 2005 et 2006. Dans cette perspective, l'UNHCR a obtenu l'accord de certains donateurs pour qu'une part de leurs contributions soit dépensée pour le programme 2006.

En plus de ces contributions financières, l'UNHCR a également reçu de généreuses contributions en nature (voir le tableau ci-dessous). Bien que ces contributions (à l'exception des tentes) n'aient pas été incluses dans les activités budgétées au moment de l'Appel éclair, elles ont grandement contribué à la réalisation des objectifs communs pour assister les personnes touchées par le tsunami.

Fonds disponibles affectés

Indonésie

30 028 384 dollars E.-U.

Somalie

900 272 dollars E.-U.

Sri Lanka

15 160 899 dollars E.-U.

Fonds affectés

13 223 635 dollars E.-U.

Total

59 313 190 dollars E.-U.

Contributions en nature

<i>AmeriCares</i>	Don de 2 500 tentes familiales, 23 500 lampes tempête, 4 350 conteneurs alimentaires et du matériel d'affichage
DHL	Espace dans ses entrepôts à Jakarta pendant une semaine
Ericsson	Service d'un ingénieur électronique pour évaluer, sur le terrain, les besoins en électricité et en équipement
Gouvernement d'Australie	Déploiement d'experts techniques en Indonésie laissés en état d'alerte, sur la base d'un accord spécifique
Gouvernement de Suisse	Utilisation d'hélicoptères Super Puma pendant 2 mois (à la disposition de UNJLC)
Gouvernement du Royaume Uni	Déploiement d'experts en hébergement au Sri Lanka
<i>Kuehne + Nagel</i>	Transport des matériels donnés
<i>Nestlé Waters</i>	Assistance technique pour le secteur de l'eau en Indonésie
<i>P&O Nedlloyd</i>	Transport par bateau de matériel donné et suspension des frais de surestaries maritimes
<i>Shell Gas Lanka Ltd.</i>	Don de 20 conduites de gaz et de cuisinières à brûleur unique
TNT	Espace dans ses entrepôts (2 600 m ²) et transport de Jakarta à Medan et Banda Aceh
<i>Toyop Relief</i>	Don de 1 508 lampes tempête et 750 verres de rechange
PNUD	Don de 80 tentes et kits pour l'eau (notamment des kits de purification, des jerricans et des réservoirs)
FNUAP	Dons de 9 990 articles d'hygiène
UPS	Transport de 1 900 tentes depuis Jakarta vers Medan et Banda Aceh

Contributions financières confirmées au 20 décembre 2005

Donateurs	En dollars E.-U.
Gouvernement d'Australie	774 593
Gouvernement du Canada	2 432 575
Gouvernement du Danemark	1 824 818
Gouvernement d'Allemagne	6 209 150
Gouvernement de Grèce	3 823 174
Gouvernement d'Irlande	678 426
Gouvernement d'Italie	265 252
Gouvernement du Japon	15 000 000
Gouvernement du Liechtenstein	26 549
Gouvernement du Luxembourg	1 017 639
Gouvernement des Pays-Bas	1 854 000
Gouvernement de Nouvelle-Zélande	2 130 300
Gouvernement de Norvège	5 163 651
Gouvernement d'Arabie saoudite	500 000
Gouvernement d'Espagne*	190 255
Gouvernement du Royaume-Uni	766 284
Commission européenne (CE)	3 668 630
I. Sous-total des gouvernements et CE	46 325 296
<i>Austcare</i> (AUS)	39 185
<i>Deutsche Stiftung</i> (DEU)	554 517
Fondation Exxon-Mobil (USA)	480 000
Chambre des conseillers (JPN)	23 269
Chambre des représentants (JPN)	45 962
<i>International Islamic Charitable Society</i> (KWT)	41 980
La Chaîne du bonheur (CHE)	1 713 664
<i>Rissho Kosei Kai</i> (JPN)	96 154
<i>SaRang Community Church</i> (KOR)	200 000
Société du Croissant Rouge de l'Arabie saoudite (SAU)	305 000
Schneider Electric (FRA)	171 154
<i>Sokai Gakkai</i> (FRA)	97 704
<i>Stichting Vluchteling</i> (NLD)	6 175 538
Unigestion (CHE)	85 381
<i>Zahid Tractor & Heavy Machinery Co. Ltd</i> (JOR)	39 740
Donateurs privés	2 918 645
II. Sous total secteur privé	12 987 894
Total général	59 313 190

* contribution des communautés autonomes espagnoles et d'autres administrations publiques engagées auprès de l'UNHCR Espagne.

Haut Commissariat des Nations
Unies pour les réfugiés (UNHCR)
P.O Box 2500
1202 Genève
Suisse

Bureau régional
pour l'Asie et le Pacifique :
HQAO00@unhcr.org

Bureau régional pour l'Afrique :
HQAF00@unhcr.org

Service des relations
avec les donateurs et de
la mobilisation des ressources :
HQFR00@unhcr.org

22 décembre 2005